

La réponse d'Edgar Faure au mouvement anticapitaliste de mai



« Cette réforme est depuis longtemps nécessaire. Elle a été — qui chercherait à le nier ? — précipitée par la crise du mois de Mai à la suite de laquelle — ce n'est pas moi qui l'ai dit — nous savions que rien ne serait comme avant, en d'autres termes, que tout serait à reprendre sur de nouvelles bases. Mais que l'on me comprenne bien, cela ne veut nullement dire qu'à défaut de la crise les principes de la réforme eussent été différents.

Cela signifie que nous avons dû agir vite, avec moins de transitions, qu'une approche progressive n'était plus concevable. Cela ne signifie pas que l'essentiel soit autre... » (Déclaration de Couve de Murville à l'Assemblée).

La réforme Faure est-elle une grande victoire acquise en même temps que toutes celles obtenues par l'ensemble de la population au mois de Mai ?

Roland Leroy déclare : « La plupart de ces mesures ont été revendiquées depuis longtemps par les enseignants, les étudiants, les forces démocratiques. Elles sont formulées dans le programme élaboré et diffusé par le P.C.F. ».

Faure fait-il le jeu de cette chienlit d'enragés en voulant « restaurer les soviets à l'Université » ? (Minute).

Face à la gigantesque entreprise de mystification que constitue cette réforme et toute la propagande faite autour d'elle, il est nécessaire d'analyser d'un peu plus près le texte de la réforme, les buts poursuivis par le gouvernement tels qu'Edgar Faure les laisse apparaître dans son discours du 24 juillet ou dans l'Exposé des Motifs du projet de loi.

Certes en société capitaliste, l'Université ne peut qu'être au service de la bourgeoisie : elle vise à former de la manière la plus rentable les futurs cadres du système. Si la réforme a eu lieu, c'est qu'elle était nécessaire pour que l'université bourgeoise puisse continuer à fonctionner : c'est à la fois une adaptation tactique due au mouvement étudiant de mai, *c'est surtout une adaptation de l'université aux nouveaux besoins du capitalisme français.*

I. DE L'UNIVERSITE IMPERIALE A L'UNIVERSITE D'EDGAR FAURE

E. Faure : « Ce système n'était pas mauvais en soi. Mais il avait été imaginé dans un autre monde et pour d'autres besoins. »

L'Université impériale visait essentiellement à la formation des cadres idéologiques de la bourgeoisie : enseignement, professions libérales... A une époque où le pouvoir bourgeois était encore menacé par les anciennes classes dirigeantes renversées, il était nécessaire pour lui de créer une centralisation de tous les organismes d'état (administration, police, enseignement) ; en particulier, l'Université devait être centralisée pour mener efficacement la lutte idéologique.

Mais depuis 1808 (décret de création de l'Université) les besoins de la société bourgeoise ont changé. L'Université n'a plus le monopole de la diffusion de l'idéologie bourgeoise. Au contraire, des moyens beaucoup plus puissants et efficaces (presse, radio, télé) ont rendu ce rôle moins important. D'autre part le développement de l'économie capitaliste a nécessité la création de diverses

grandes écoles et d'instituts spécialisés pour former de nouveaux cadres techniques et scientifiques. L'Université ne répondait plus aux besoins de la « société moderne » : elle ne servait pas convenablement le système capitaliste. Ce qu'on appelle « la crise des débouchés » vient de là (en ce qui concerne les sciences) : le diplôme universitaire n'a que peu de valeur aux yeux des patrons face à la formation technique des ingénieurs des grandes écoles.

La restructuration des études, la création des I.U.T., l'organisation de la sélection constituaient un premier pas. La réforme Faure est plus qu'un deuxième pas, c'est un véritable bond. Elle concerne beaucoup plus profondément la réforme administrative dont la participation est l'un des aspects.

Fouchet avait déjà essayé de remédier à l'inadaptation de l'Université : la création des I.U.T. où les patrons avaient droit de regard permettait d'orienter la recherche selon les besoins actuels de telle ou telle industrie. Le cloisonnement introduit dans les Facultés des sciences permet de pallier les besoins à court terme du patronat en cadres techniques moyens (actuellement on interdit aux techniciens supérieurs de s'inscrire en maîtrise, le patronat en ayant immédiatement besoin pour la production). Dans les Facultés de Lettres par contre, moins directement utiles aux yeux du patronat, rien n'est changé : la sélection est simplement augmentée, la ségrégation sociale aggravée (cf. distinction licence-maîtrise).

L'Université a cette fois complètement changé : on passe de l'Université libérale à l'Université technocratique style U.S., prise en main, non pas directement par tel ou tel groupe financier et économique (l'état du capitalisme français ne le permettrait pas), mais indirectement, dans le cadre régional, par l'introduction des patrons dans les différents conseils.

« Des dérogations sont prévues pour des instituts dont l'organisation répondait à plusieurs des soucis majeurs inspirant le présent projet, comme par exemple les I.U.T. »

« L'Université française devra donc être reconstruite afin d'être en état d'assurer l'ensemble des services nécessaires à une

société moderne, et de s'adapter constamment aux besoins de celle-ci. »

Pour cela il suffit d'introduire dans les différents conseils créés 1/3 de personnalités extérieures : des représentants des « grands intérêts nationaux » dans le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, des représentants des intérêts régionaux dans les conseils régionaux et dans les conseils d'Université :

Article 5: « Dans chaque région est institué par décret un conseil régional de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ces conseils comprennent... pour 1/3 des personnalités extérieures représentatives des collectivités locales et des activités régionales.

... (Ces conseils) assurant toutes les liaisons et coordinations avec les organismes chargés du développement régional. »

Article 6 : « ... Un conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche comprenant... , pour 1/3 des personnalités extérieures représentant les grands intérêts nationaux...

Le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche :

1°) prépare la planification de l'enseignement supérieur et de la recherche en liaison avec les organismes chargés de plans périodiques nationaux, compte tenu de ceci et en vue d'une prospective à plus long terme... »

Article 8 : « ... Dans le même esprit, les statuts doivent prévoir dans les conseils d'Université et établissements publics indépendants des Universités la participation de personnes extérieures choisies en raison de leur compétence et notamment de leur rôle dans l'activité régionale... »

Les patrons auront donc leur mot à dire au niveau national, au niveau régional et au niveau du conseil d'Université dans la définition des programmes de recherche. Les crédits seront donc facilement orientés en vue des recherches utiles aux capitalistes qui pourront par ailleurs allouer des crédits « privés » dont parle la loi pour leurs besoins fondamentaux (actuellement dans les conseils d'administration des C.E.T., les patrons de la

région peuvent représenter une fraction importante de ces conseils et imposer la formation professionnelle la plus avantageuse pour eux).

Ainsi par le jeu des personnalités extérieures le capitalisme français s'introduit directement dans l'Université.

E. Faure : « *La réforme tend à assurer l'insertion de l'Université dans la vie des régions et de la nation.* »

II. LA PARTICIPATION

L'idéologie contenue dans la réforme est largement développée dans le discours d'E. Faure du 24 juillet à l'Assemblée Nationale.

« *Les principes qui inspirent le projet de loi sont ceux du Gaullisme* », R. Poujade, secrétaire de l'U.D.R.

« *La participation tend à donner au dialogue des voies institutionnelles* ».

Ce discours contient essentiellement deux points :

— une analyse de la crise de Mai (avec une recherche de ses causes) et de la société contemporaine,

— la seule solution pour y remédier : la participation.

A) Contrairement à la propagande bourgeoise, largement diffusée pendant les mois de mai-juin, qui consistait à réduire le mouvement révolutionnaire à l'action efficace de quelques meneurs enragés et violents, E. Faure se donne un visage progressiste en avouant l'existence d'un « malaise profond ». Pour lui, ce malaise est dû à l'existence d'institutions et de structures anciennes dans un monde moderne. Il s'agirait donc uniquement d'un problème technique : l'inadaptation fonctionnelle de la vieille « Université

napoléonienne centralisée et autoritaire qui est périmée ». Ce vieillissement, c'est tout logiquement la jeunesse qui devait le ressentir le plus vivement. Pour la satisfaire, il suffit donc de moderniser, de rénover, d'adapter. L'idéologie bourgeoise technocratique voit les problèmes actuels de l'Université comme un conflit entre passé et avenir. Elle ne retient pas comme essentiel l'aspect principal du mouvement de Mai qui est la lutte contre l'Université de classe et contre le capitalisme.



Quand E. Faure recherche les causes de ce « besoin de rénovation » il reste encore prisonnier de son idéologie où le premier et le dernier mot sont à la technique. Il voit trois causes :

1°) « *l'acquis de puissance par l'homme en tant que tel* ».

Selon lui, le jeune qui est à même de dominer les forces de la nature, ne peut accepter une condition subalterne. Il s'agirait donc d'une sorte de problème psychologique de frustration ou de volonté de puissance.

2°) « développement des moyens d'information ».

« L'instruction extra-universitaire (radio, télé) porte les jeunes à contrôler ce qu'on leur dit, à relever des lacunes. »

3°) « mobilité des connaissances ».

« Renouveau continu et remise en cause permanente des idées. Certains disciples sont aptes à discerner les premiers signes de vieillissement ou de sclérose dans l'enseignement qui leur est dispensé. »

Donc lacunes et vieillissement sont, selon E. Faure, les seules faiblesses de l'enseignement. Le contenu idéologique de celui-ci n'est absolument pas envisagé. E. Faure caractérise donc le mouvement étudiant de Mai comme réformiste et technocratique. Ce sont les seules solutions que la bourgeoisie peut et doit apporter dans son intérêt qui déterminent la façon dont elle pose le problème: « besoin de rénovation ». C'est le propre de l'idéologie bourgeoise de se faire illusion à elle-même et d'avoir un effet mystificateur.

La société actuelle :

« c'est l'évolution même de notre société qui retentit aujourd'hui sur l'éducation nationale et qui lui impose de se rénover. »

E. Faure reprend à son compte les concepts de société de consommation et de société technique industrielle. La notion de « société de consommation » est employée par les économistes et les idéologues bourgeois pour caractériser le stade suprême de la « société industrielle ». Cette notion permet d'éviter une analyse de classe fondée sur les rapports de production. Elle permet de dire : « Le consommateur est roi et c'est lui qui impose les prix » au lieu de : « Le grand capital est roi et exploite le prolétariat ». La notion de « société de consommation » est développée par les « technocrates de gauche » et diffusée par l'idéologie petite bourgeoise. La lutte contre la « société de consommation » était en effet un des mots d'ordre avancé par une fraction intellectuelle dans le mouvement révolutionnaire de mai. Partant de là E. Faure en profite pour tenter de démontrer fort

habilement l'utopie d'un mouvement révolutionnaire

« Les révolutionnaires savent qu'ils ne peuvent pas prendre le risque, dans la transmutation qu'ils proposent, de casser l'appareil de production, car il suffirait que la consommation fût atteinte pour que l'aspiration à cette consommation revienne avec une force incoercible qui imposerait définitivement le type de société dont ils veulent s'évader. » E. Faure le « progressiste et l'humaniste » n'hésite pas à se faire dialecticien pour la nécessité du brio de son discours. Mais cette « force incoercible » ne serait-elle pas déjà à l'oeuvre dans les luttes du prolétariat. Car si cette société est de consommation, l'est-elle de la même façon pour tous ? La classe ouvrière consomme-t-elle la même quantité et la même qualité de biens que la classe bourgeoise ? E. Faure comme tous les idéologues bourgeois parle de société de bien-être, de loisirs et de possession de biens. C'est une pure mystification. Qu'y a-t-il d'identique dans le logement en bidonvilles de la main-d'oeuvre étrangère surexploitée, en H.L.M. de la classe ouvrière française et le logement dans les quartiers résidentiels de la bourgeoisie ? Les loisirs des ouvriers sont-ils identiques à ceux de la bourgeoisie. Contrairement à ce que pense la bourgeoisie (par la bouche de Faure), une force incoercible « cassera l'appareil de production » (qu'il évite comme par hasard de qualifier de capitaliste) afin de transformer les rapports de production pour le bien-être du prolétariat.

B) La participation : c'est l'aspect le plus important de la réforme. Selon E. Faure : « C'est dans le domaine de l'éducation nationale que son application est immédiatement la plus impérieuse, qu'elle est la plus rapidement possible et que par là même, elle peut prendre valeur d'efficacité et force d'exemplarité. »

Devant l'aggravation des contradictions de classe, le capitalisme français voudrait faire croire qu'elles peuvent être résolues si tout le monde « participe » à la « gestion » du pays ? Comme c'est une idée difficile à faire admettre

aux ouvriers qui ne voient vraiment pas leur intérêt de « participer » plus activement à l'expansion des profits du patron, on commence par l'Université. Ici la participation joue à différents niveaux : à court terme elle vise à démobiliser les étudiants en voulant leur faire croire qu'il faut une réforme qui correspond à leurs intérêts, à leurs désirs, qu'ils auront un certain pouvoir (conseils paritaires). On leur donne même des « libertés politiques ». En fait il s'agit de l'intégration pure et simple de la politique à la « culture générale ». Méditez, dit Faure, surtout pas d'action !

« Toute action ou provocation à une action portant atteinte aux libertés et à l'ordre public dans l'enceinte universitaire est passible de sanctions disciplinaires » (art. 28).

Pour mieux « aseptiser cette liberté d'information politique », les locaux seront distincts des locaux d'enseignement.

Le discours de Marcellin du 15 novembre 1968 est révélateur à cet égard : les soi-disant franchises universitaires sont laissées à la libre appréciation du gouvernement. Le régime capitaliste peut admettre une certaine contestation verbale en champs clos (comme au parlement ou dans les « locaux réservés » à l'Université). Il la réprime dès qu'elle commence à mobiliser les masses en vue d'actions politiques concrètes.

« Le pouvoir est dans les urnes, non dans la rue » : Malgré les apparences, cette citation n'est pas du P.C.F., mais de Marcellin.

E. Faure déclarait également à l'Assemblée Nationale : *« Quand une autorité véritable aura été mise en place avec le concours des étudiants qui ne pourront plus se dire brimés, elle devra assurer son ordre propre sans quoi le ministère n'aura plus à hésiter à faire prévaloir l'ordre de l'Etat qui jamais ne doit être bafoué. »*

L'idéologie de la participation n'est pas nouvelle et Faure ne fait qu'appliquer la vieille théorie de l'association capital-travail. Cette théorie constatant certaines contradictions du régime capitaliste, et rejetant les solutions « collectivistes, totalitaires, dictatoriales » propose un compromis, un moyen terme : la

collaboration de classes qui doit aboutir à la disparition des antagonismes.

Sous la bannière de la 5e République se rassemblent différents intérêts de la bourgeoisie. Tous ne sont pas favorables à la participation. La participation est le cheval de bataille des plus purs gaullistes, des mystiques appelés « gaullistes de gauche » et qui prennent une allure progressiste. La participation en résolvant les antagonismes de classe devrait aboutir à une très profonde transformation sociale. E. Faure s'adresse ainsi à ceux qu'il appelle les conservateurs :

« Nous connaissons la désapprobation des conservateurs, de ceux qui pensent que l'épreuve de mai est terminée, qu'on en gardera le souvenir comme d'une sorte de cauchemar et qu'il n'y a qu'à revenir à ce que l'on faisait auparavant au prix de quelques aménagements de détail. Cette théorie n'est pas soutenable. L'explosion simultanée des mouvements de jeunesse dans les différents pays le démontre surabondamment. »

Il présente la politique de participation comme « la seule ligne de solution ; il n'y a pas de formule de rechange ». *« Aux conservateurs nous dirons qu'en s'opposant à des changements profonds, en s'acharnant à des restaurations ou à des revanches ils feraient précisément le jeu de leurs pires adversaires. »*



E. Faure se présente donc comme un révolutionnaire : « *La révolution n'est pas l'émeute. Il y a des conservateurs brutaux, voire des réformateurs brutaux ; il peut y avoir des révolutionnaires tranquilles* ». Comme tous les idéologues bourgeois, E. Faure agite l'épouvantail du nihilisme, des révolutionnaires qui veulent tout détruire et ne rien construire. S'adressant aux « *contestataires systématiques, à ceux qui avec une conviction souvent impressionnante veulent changer le type de société, il déclare : nous souhaitons, nous aussi, un changement de cette société et nous pouvons l'obtenir par la participation comme un moyen essentiel de rétablir la personnalité des groupes* ». La participation amorcera la « *désaliénation sociale* » en supprimant les conflits de classes.

« *La réussite de la participation dans l'Université, loin de consolider un enseignement de classe et de renforcer l'économie capitaliste, peut conduire à la réussite de la participation dans l'économie, à la disparition des antagonismes, et transformera la société de consommation en une authentique société de promotion.* »

Mais E. Faure n'est pas absolument convaincu de l'efficacité de son système. Pour tenter de résoudre les antagonismes de classe des militants révolutionnaires, il a besoin de la passivité : « *Que cette entreprise rencontre le scepticisme des révolutionnaires, je l'admets. Cependant, je voudrais leur adresser un appel pour qu'ils arrêtent leur obstruction. Pendant que nous accomplissons cet effort, ils peuvent continuer à méditer à leur guise sur d'autres types de société, d'autres modes de transformation qu'ils pourront proposer plus tard, qu'ils peuvent espérer nous imposer si nous échouons et si cet échec entraîne la déconvenue et le désespoir.* »

III. DENONCIATION DU REFORMISME

La question qui se pose aux étudiants est celle de l'attitude à adopter vis-à-vis de cette réforme.

A) Il y a ceux qui s'affairent dans les commissions paritaires, les commissions de structure, les commissions de réorganisation... Ils ont l'impression d'œuvrer utilement à la reconstruction de cette Université française bien malade. Il faut absolument qu'elle fonctionne ; ils font en sorte que ce soit « le mieux possible ». Les enseignants mandarins (qui veulent être indépendants et maîtres dans leur royaume) utilisent la liberté qui leur est laissée par le ministère pour constituer les unités d'enseignement et de recherche dont ils rêvent. Pour cela ils disposent de la collaboration et du soutien actif de certains étudiants.

Il est certain que c'est exactement ce que voulait E. Faure. La bourgeoisie souhaite que le mouvement de mai s'enlise dans les éternelles réformes de structure qui, de toutes façons, ne remettront pas en cause son pouvoir. E. Faure voulait que les étudiants participent. Il lui semble évident que s'ils construisent eux-mêmes la « nouvelle » Université, ils ne lutteront pas contre elle. L'astuce du pouvoir consiste à laisser les étudiants réformistes mettre en place eux-mêmes SA réforme. Car il sait très bien que les solutions qu'ils proposeront ne seront pas incompatibles avec le système économique capitaliste.

B) Une autre position vis-à-vis de la réforme est celle d'étudiants progressistes et révolutionnaires qui croient pouvoir utiliser « les possibilités qu'offre la réforme » pour créer des structures de disfonctionnement. Ayant participé au mois de mai à la lutte contre le capitalisme et l'Université bourgeoise, ils pensent que cette lutte peut se poursuivre actuellement au sein même de l'Université en utilisant ses contradictions. (Influence sur les programmes, modification des relations pédagogiques, lutte contre l'idéologie bourgeoise dans les cours). Mais ce que voient mal ces étudiants, c'est que ce type de réformes (qui prétend se démarquer du réformisme classique) se situe sur le terrain même de la construction de l'Université capitaliste.

Ce type d'intervention, certes, utilise les contradictions de l'Université bourgeoise mais il ne se situe pas au niveau de la lutte politique contre le capitalisme et son Université.

C) Le mouvement de mai était fondamentalement anti-capitaliste. Il se manifestait par une liaison des étudiants et des ouvriers. Des étudiants ont découvert une réalité (que leur cachait l'Université bourgeoise) : celle de l'exploitation capitaliste opprimant la classe ouvrière. Les étudiants ont été amenés à prendre position concrètement dans la lutte des classes, ce qui motivait ou renforçait leur détermination à lutter contre l'Université de classe, le régime capitaliste et l'état bourgeois.

Si les étudiants participent « tout se passera bien » ? Mais s'ils osent poursuivre leur lutte de masse contre le régime, la bourgeoisie continuera à employer ses méthodes de répression. Les déclarations de Marcellin sont claires à ce sujet.

La Réforme à laquelle les étudiants sont appelés à participer n'est pas la poursuite ni l'accomplissement de la lutte de mai ; c'est une régression, un abandon par rapport aux luttes anticapitalistes. Dans le courant réformiste il apparaît une contradiction : le replâtrage moderniste d'une Université bourgeoise décadente ne modifie en rien son caractère de classe et la fonction qu'elle doit remplir dans la <société.>



Recherches universitaires, n° 1, hiver 1970, pp. 43 à 49